

courtes peuvent le mieux contribuer à la guerre idéologique. Il suffit de songer un moment à l'absence complète de nouvelles véridiques dans un pays où la presse et la radio sont uniquement des moyens de propagande à la disposition de l'État pour se rendre compte de la valeur des nouvelles impartiales. Les gens qui vivent dans de telles conditions n'ont aucun autre moyen de se renseigner sur ce qui se passe dans le monde. La presse et la radio de leur pays ne leur fournissant que des demi-vérités et des nouvelles déformées, il est tout à fait souhaitable qu'ils soient renseignés sur les faits véritables. Par conséquent, il importe que le Service international de Radio-Canada fournisse des nouvelles exactes, ainsi que des commentaires et des opinions au sujet des événements. On a découvert que les auditeurs de ces émissions non seulement désirent entendre les nouvelles, mais ils désirent également connaître l'opinion du monde libre à ce sujet.

Le ministère considère donc qu'il faut surtout insister sur les nouvelles et les commentaires pertinents. Sans prendre parti et sans déformer les événements, il est possible de contredire une foule de choses que l'on dit de nous derrière le rideau de fer. Il est possible de répondre de cette façon aux accusations de la Russie contre les peuples occidentaux et de faire voir la politique soviétique sous son vrai jour. Nous ne croyons pas qu'il soit bon d'imiter le ton de la polémique adopté par la radio soviétique et les pays satellites. Ce sont les idées, et non les individus, auxquelles il faut s'attaquer.

Certains membres du Comité s'intéressent aux méthodes qui assurent une collaboration suffisante entre le ministère et le Service international de Radio-Canada. Dès le début, des employés supérieurs de Radio-Canada ont pris l'habitude de se rendre à Ottawa fréquemment pour discuter avec les hauts fonctionnaires du ministère. Ils ont parfois été secondés dans leur tâche, pendant certaines périodes, par des employés du Service international. De cette façon, les employés concernés ont pu se familiariser avec la politique d'ensemble que nous suivons.

Il y a environ un an, un membre senior de notre service diplomatique à l'étranger, M. Jean Désy, a été nommé directeur général du Service international et, à ce titre, il a pu apporter à la solution des problèmes techniques de la radio-diffusion des connaissances approfondies et longuement acquises au sujet de la politique extérieure canadienne. Un employé de notre ministère a également été désigné comme agent de liaison à temps continu. Il passe une partie de la semaine à Montréal et, par son entremise, il y a consultation constante entre les intéressés à Ottawa et à Montréal. Il apporte avec lui à Montréal des documents politiques choisis et des rapports de nos postes diplomatiques à l'étranger; il rapporte ensuite de Montréal des textes d'émissions en langue étrangère qui font l'objet de commentaires et de critique de la part du ministère. Quelques-uns de ces textes sont envoyés à nos missions à l'étranger afin d'obtenir l'opinion des représentants canadiens dans les régions concernées. Cet employé est en mesure d'interpréter et d'expliquer verbalement au Service international les points qu'il faut faire ressortir de ces documents, mémoires et autres renseignements fournis par le ministère. De son côté, le Service international dispose à Montréal d'employés qui s'occupent de coordonner les données politiques; de plus, un nouveau service a récemment été établi qui s'occupe de la rédaction de commentaires afin de faire un usage plus efficace des renseignements fournis par le ministère. En outre, un correspondant du Service international est établi en permanence à Ottawa et son bureau est relié directement avec Radio-Canada par un service de télétype. Même s'il n'est pas directement associé aux décisions en matière politique, il se tient en contact avec le ministère des Affaires extérieures et autres ministères fédéraux et voit, lui aussi, à ce que le Service international soit tenu au courant des exposés politiques dès qu'ils sont rendus publics.